

Julien SALINGUE
La Palestine des ONG - Entre
résistance et collaboration
 (La Fabrique, Paris, 2015, 220 p.,
 12 €)



Après plus de cinquante années d'occupation militaire (et de colonisation), la population palestinienne a oscillé sans grande surprise entre résistance et collaboration, à l'image de toute population subissant un tel régime.

C'est ce constat qui constitue le point de départ de l'ouvrage de Julien Salingue, probablement l'un des spécialistes français les plus informés et réalistes, sur la situation en Palestine.

Traversée par de nombreuses contradictions, la société palestinienne est assez loin de l'image véhiculée par certains, celle d'une société unanimement résistante, dont l'ensemble des membres seraient toutes et tous de valeureux combattants de la liberté renonçant à tout confort quotidien. Sans que ce renoncement soit assimilable à la collaboration, il n'en constitue pas moins le substrat potentiel de l'édifice collaborationniste.

La vie d'un peuple sous occupation ne se résume pas à la résistance à l'occupation mais s'organise autour d'un rapport complexe entre lutte pour la libération et aménagement d'espaces au sein du dispositif d'occupation. Entre résistance et collaboration, il existe pour l'auteur « une zone

grise », au sein de laquelle une large variété d'attitudes peut se matérialiser, elles-mêmes évolutives au gré des rapports de force avec l'occupant.

C'est de cette réalité de l'entre-deux que ce livre entend discuter en dépassant l'hyperpolitisation de la lecture des réalités palestiniennes qui consiste à les évaluer à l'aune de la seule inscription (ou non) dans le champ du combat politique contre l'occupant. Or, si en Palestine (Cisjordanie et Gaza), on peut être ou agir contre l'occupation, être ou agir au service de l'occupation, on peut aussi être ou agir malgré l'occupation.

Cette tripartition n'a pas été réduite par les Accords d'Oslo (1993-1995) mais plutôt renforcée, amplifiant la « zone grise » à travers les structures politiques créées spécifiquement et investies autant par les résistants que par les collaborateurs potentiels, voire par la société civile, notamment les ONG dont le nombre a explosé depuis 1994.

Ce livre entend donc focaliser son attention sur une dimension peu ou mal connue, les ONG qui sont et agissent en Palestine depuis les Accords d'Oslo en les situant par rapport à leurs devancières, celles ayant existé depuis 1967 jusqu'à la

première intifada, ce qui constituera une première partie fort intéressante car fixant les contours et les fondements de l'occupation/colonisation, tout en soulignant les conditions de soutien à l'essor du nationalisme palestinien.

Les trois autres parties de l'ouvrage invitent à l'analyse des dynamiques et des trajectoires des ONG depuis les Accords d'Oslo. Ce faisant, l'auteur démontre en quoi les ONG sont des révélateurs des tendances essentielles œuvrant dans les TPO : dépolitisation et économicisation du mouvement de libération, mise sous tutelle financière des populations, mutation du champ et des institutions politiques, maintien d'une catégorie sociale dépendant de la survie du processus de paix, marginalisation de militants et résistants politiques, etc.; l'ensemble contribuant à accroître le « dé-développement » des territoires palestiniens.

En situant l'essentiel du livre pendant les vingt dernières années, les ONG palestiniennes participent alors à la fois aux changements intervenus depuis, tout en étant des vecteurs pour en devenir, en quelque sorte, des prestataires de service. Ainsi, « l'ONGisation » de la Palestine depuis la seconde intifada (2000) témoigne des relations complexes avec l'Autorité Palestinienne (qualifiée de pseudo-État) ainsi qu'avec le reste de l'appareil politico-administratif dont l'auteur estime que le rôle participe à la transformation des Palestiniens, de peuple avec des droits, en individus avec des besoins.

C'est là le fil rouge principal de l'ouvrage à travers cette « ONGénisation » qui relève d'un processus touchant toute la société palestinienne,

dont la conséquence première est de participer à la métamorphose du rapport collectif à l'engagement politique, ici la lutte nationale. Cette hypothèse soutenue par d'autres auteurs crée sans aucun doute quelques malaises au sein du large mouvement de solidarité internationale, notamment en France, mais met en lumière des réalités qui ont parfois tendance à être occultées car fantasmées, comme me le rappelaient en 2009 Ilan Halevi lors d'une discussion à Dijon. Comme le souligne l'auteur, il n'est pas question de faire porter le poids de ce désengagement politique sur les seules ONG, elles sont juste le reflet de dynamiques plus larges, liées à leur professionnalisation, qui sans remettre en cause le bien-fondé des divers projets, contribue à marginaliser ou éteindre le quête d'émancipation du peuple palestinien, c'est-à-dire, quelque part, à neutraliser la question nationale. En s'inscrivant dans ce que Julien Salingue nomme, « la Palestine des bailleurs de fonds », cette dynamique contribue à la dépolitisation de pans entiers de la société palestinienne au profit d'une quête de financements extérieurs visant « l'humanitarisation » de la question palestinienne et non plus la lutte contre le mal profond : l'occupation et la colonisation israéliennes.

Cet ouvrage est donc tout à fait utile pour celles et ceux qui veulent mieux comprendre les tendances et dynamiques actuelles en Palestine sous occupation/colonisation, sans céder pour autant au découragement, et juste être en phase avec des réalités, elles-mêmes mouvantes.

RAPHAËL PORTEILLA